

Scénarios de réduction des émissions agricoles aux horizons 2020 et 2050

21 mars 2012

Une conférence, organisée par la chaire économie du climat, s'est tenue le 1er mars à l'université Dauphine autour des travaux du comité [Trajectoires 2020-2050. Vers une économie sobre en carbone](#), présidé par Christian de Perthuis. Ces travaux visent à « analyser les conditions pour « décarboner » l'économie à 2050 dans les meilleures conditions économiques et sociales ».

Le comité a étudié **3 scénarios** cohérents avec les objectifs politiques français : **deux scénarios de 20% de réduction de GES en 2020** (objectif Européen), et **un scénario de 25% à 30% de réduction à 2020** (promu par les ONG).

Un sous-chapitre du rapport consacré à une **trajectoire « vers une agriculture écologiquement intensive »**, explore les voies pour réduire les émissions agricoles tout en maintenant sa capacité de production, en valorisant les services environnementaux et en adaptant le secteur aux effets du changement climatique. **Les trois scénarios**, basés sur des projections de l'INRA et sur l'expertise des membres du comité, **convergent à 2050 sur une réduction de 50% des émissions agricoles**, mais divergent sur les efforts à fournir d'ici 2020 (-15% d'émissions si l'on prolonge les tendances passées, -20% en jouant sur des pratiques agricoles « bien connues » : diagnostics énergétiques, fertilisation raisonnée, diversification des assolements, introduction de légumineuses, techniques culturales sans labours, amélioration de l'efficacité dans les consommations énergétiques et méthanisation à la ferme).

Le comité souligne également que la modification des régimes alimentaires, notamment la diminution des rations moyennes de viande et de produits laitiers (cf le [scénario Afterres 2050](#) de Solagro), constitue un levier important.

En conclusion, la division par deux des émissions agricoles en 2050 « ne sera atteignable que si des incitations puissantes sont mises en place ». L'instauration à grande échelle de **crédits carbone**, telle que l'expérience des [crédits légumineuses](#) par Invivo, pourrait devenir « un élément décisif d'introduction du signal prix pour la réduction des émissions de gaz non CO2 d'origine agricole et lever simultanément un certain nombre de barrières financières ».

Fabienne Portet, Centre d'études et de prospective